

**COLLOQUE INTERNATIONAL DE DAKAR SUR LE THEME**  
**"FRANCOPHONIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE :**  
**QUELS ENJEUX, QUELLES PRIORITES POUR L'HORIZON 2012 ?"**  
DOCUMENT DE TRAVAIL POUR LA REDACTION DU RAPPORT FINAL

## **PREAMBULE**

L'ensemble francophone prend l'initiative de s'adresser à la Communauté internationale dans le cadre du Sommet Mondial de l'Environnement et du Développement Durable de Johannesburg. La Francophonie exerce son droit parce qu'elle est partie de cette communauté, une partie représentative de par sa distribution sur les cinq continents. Sa nature culturelle, caractérisée d'une part par une diversité des origines, des langues et des situations économiques et d'autre part par son attachement à une langue commune permettant aux nombreux points de vue de s'exprimer avec des mots et des concepts communs, l'y autorise aussi. La Francophonie inclut par ailleurs des nations et communautés parmi les plus menacées par le mal-développement et tient à porter son message avec la force que lui permet sa portée mondiale, dans l'espoir d'atteindre l'idéal du Sommet de Johannesburg : "Les peuples, la planète, la prospérité".

## **INTRODUCTION**

Du 11 au 13 mars 2002 s'est tenu, à Dakar, sous le haut parrainage du Président de la République du Sénégal et sous la présidence effective du Ministre de la Jeunesse, de l'Environnement et de l'Hygiène publique, un colloque international sur le thème "Francophonie et développement durable : Quels enjeux, quelles priorités pour l'horizon 2012?". Ce colloque a été organisé par l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) et en collaboration avec le ministère de la Jeunesse, de l'Environnement et de l'Hygiène publique du Sénégal et l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Il se situe dans le cadre du Sommet de Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002.

Quarante (40) pays de l'espace francophone ont été représentés par plus de 120 acteurs du développement durable dont :

- Les représentants des Gouvernements chargés de suivre le processus préparatoire du Sommet de Johannesburg et le Sommet lui-même ;
- Les représentants des institutions internationales et régionales très présentes aujourd'hui dans ce processus ;
- Les membres de la société civile et notamment des Universités, du secteur privé, de la presse et des Organisations Non Gouvernementales, actifs sur les questions en débat pour le Sommet.

Au cours de ce colloque, les participants ont pu apprendre, débattre, s'informer mutuellement à travers neuf ateliers thématiques, desquels ont émergé idées, pistes de solutions et recommandations. Le présent rapport constitue non pas une liste de celles-ci, mais un point de départ pour structurer un dialogue multilatéral sur le développement durable. Ce dialogue se poursuivra bien au-delà de la rencontre de Johannesburg pour définir l'agenda de la prochaine décennie.

## **DEROULEMENT**

Les travaux du colloque se sont déroulés en trois phases :

- Une phase de mise en contexte qui a permis de rappeler les objectifs du colloque et de le replacer dans le cadre plus global du processus de préparation du Sommet de Johannesburg.

Trois conférences ont été données par :

- le Professeur Francesco Di Castri sur les conditions gagnantes du développement durable ;
- le ministre délégué au NEPAD Monsieur Abdoul Aziz Sow sur le nouveau partenariat pour l'Afrique ;
- Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Hama Arba Diallo, secrétaire exécutif de la Convention de lutte contre la désertification sur la synergie des trois conventions issues de Rio.

- Une phase de production au cours de laquelle les participants répartis en 9 ateliers ont réfléchi sur les thèmes suivants :

- Énergie et développement : quelles options, quels choix?
- L'incontournable question de l'eau
- Éducation et sensibilisation : clef de voûte de la volonté d'agir
- Biodiversité, socio-diversité : dialogue des cultures pour un développement durable
- Les transferts de technologie : renouveler la coopération ?
- L'adaptation aux changements de l'environnement planétaire : les défis et les moyens?
- Repenser les modes de consommation pour le mieux-être des générations futures
- L'éradication de la pauvreté : mission possible?
- Gouvernance mondiale

Une phase de synthèse et de restitution au cours de laquelle les participants ont élaboré de façon concertée les conclusions et recommandations du colloque.

## **IDEES FORCES**

Parmi les idées qui ont foisonné au cours de ces trois jours :

- La promotion de la dimension culturelle dans la notion de développement durable dont elle pourrait être le quatrième pilier au côté du social, de l'économie et de l'environnement ;
- La participation éclairée des citoyens et des communautés dans les processus de prise de décision sur le développement et leur mise en œuvre ;
- La nécessité de se connecter au réseau mondial de l'information pour avoir accès aux connaissances et aux moyens de se faire connaître à l'échelle planétaire ;
- La nécessité du réseautage à l'échelle locale, régionale et globale pour enrichir les capacités d'intervention des communautés sur leur propre développement ;

- La mobilisation des communautés d'autres langues pour une action concertée sur les questions de nature globale ;
- L'importance d'interroger les choix des infrastructures lourdes de développement de manière à en assurer l'efficacité et la pertinence pendant toute la durée de leur utilisation, tout en leur conservant une adaptabilité au changement ;
- L'importance de favoriser le transfert de technologies de qualité, dirigé vers les petites et moyennes entreprises en fonction des besoins exprimés ;
- L'importance de la sensibilisation, de l'éducation et de la formation pour améliorer la capacité de prise en mains par les communautés locales de leur développement ;
- L'importance de se doter de structures d'éducation et de formation pertinentes pour favoriser le transfert de technologie et de savoir faire et favoriser l'émergence de nouvelles compétences ;
- Le fait que le développement durable impose la nécessité de remettre en question le paradigme économique dominant et de favoriser dans certains domaines le point de vue de l'humanité plutôt que celui de l'individu ;
- La nécessité de disposer d'outils appropriés et de moyens pertinents notamment financiers et humains pour permettre des actions durables.
- La nécessité de la coopération entre la recherche, les institutions publiques, les ONG et le secteur privé dans des actions qui vont au-delà du projet.
- L'importance du renforcement du droit international de manière à l'appliquer jusqu'à la base.
- La nécessité de porter une attention particulière de la part des pays responsables des changements climatiques pour faciliter l'adaptation des pays du Sud aux conséquences de ces changements qui risquent d'y avoir leurs effets les plus dramatiques.
- La nécessité d'une vision holistique du développement durable, permettant l'exercice plein et entier de la citoyenneté .
- L'importance des modes de production durable respectant l'environnement, la pérennité des ressources naturelles et la diversité culturelle des besoins humains pour donner aux citoyens du monde des options pour exercer leurs choix donnant ainsi une valeur politique à la consommation.
- Le devoir pour la Francophonie de produire et diffuser de nouvelles réflexions, des analyses distinctes et de développer des idées nouvelles pour influencer l'ordre du jour des réunions mondiales.

## RECOMMANDATIONS

**Les participants au colloque expriment d'une même voix les recommandations suivantes et s'engagent à favoriser leur mise en œuvre :**

### • DIVERSITE CULTURELLE

Promouvoir la dimension pluri-culturelle dans le concept du développement durable, en valorisant les racines, le vécu et les aspirations culturelles de la population ; cette dimension culturelle doit devenir le quatrième pilier du développement durable.

- **ACCES A L'INFORMATION**

Mettre à la disposition des pays et régions qui sont le moins dotés en cette matière des infrastructures nécessaires pour avoir accès au réseau mondial de l'information, aux connaissances et aux moyens de se faire connaître à l'échelle planétaire au travers de leurs expériences.

- **PRIORITE AFRIQUE**

Les pays les plus vulnérables doivent établir leurs priorités fondées sur les principes de développement durable de façon à faciliter l'obtention d'un financement adéquat. Les conventions internationales sur la désertification, les changements climatiques et la biodiversité deviendront alors un moyen efficace d'incitation à la coopération entre les états.

- **CONSOMMATION**

Initier des débats transparents et démocratiques sur les modes de production et de consommation afin que les choix, notamment dans le domaine de l'énergie, favorisent les modes de production et de consommation durables.

- **EDUCATION**

Permettre par la coopération et la mise en réseau, à tous les niveaux, l'auto prise en charge (empowerment) des populations notamment par des démarches plus participatives, la consultation publique, l'éducation continue, la reconnaissance et la valorisation des savoirs traditionnels et des expertises locales.

S'assurer que les outils de connaissance et de mise en valeur de la biodiversité et de la socio diversité génèrent des contenus qui peuvent faire l'objet d'une éducation à l'environnement et des retombées économiques pour les populations locales.

- **GOVERNANCE**

Mobiliser ses forces pour influencer l'ordre du jour des réunions internationales, l'identification des problèmes et la formulation des solutions, par exemple dans le cadre de la gestion de l'eau.